

Rebotier Julien (2019), « Le Venezuela de Chávez encore à plein régime ? Un œil dans le rétroviseur », dans Garzón Olga, Sallerin Mathilde et Uribe Carreño Enrique (dir.), *Venezuela. La Révolution Bolivarienne, 20 ans après*, L'Harmattan, Paris, pp. 43-52.

*Quelques différences peuvent subsister avec le texte finalement publié*

## **Le Venezuela de Chávez encore à plein régime ?**

*Un œil dans le rétroviseur*

En décembre 1998, voilà désormais 20 ans, Hugo Chávez remportait les élections présidentielles au Venezuela.

20 ans.

Ce n'est pas tout à fait une génération. Dans l'Hémisphère occidental, le Venezuela de Chávez est encore loin d'afficher la longévité canonique (anachronique ?) de la Cuba révolutionnaire, mais l'aura symbolique de l'île n'est jamais bien loin. Dans une polyphonie désormais bien réglée, Cuba est tout à la fois l'île des frères insoumis des Caraïbes, le repoussoir ultime des opposants vénézuéliens, le chiffon rouge pour les progressistes du Monde, à l'avant-garde de l'anti-autoritarisme.

Pour autant, et malgré les mystifications récurrentes, le Venezuela qui prend forme comme Chávez s'installe au pouvoir n'est pas la Cuba de Castro. Il n'a jamais été la Cuba de la Sierra Maestra, ni celle de la fuite de Batista, ni même de la période spéciale, au moment de la chute de l'URSS.

En outre, ces 20 ans là n'ont rien d'homogène au Venezuela. Depuis la relève assurée par Nicolas Maduro à la mort de Chávez, son élection (en 2013) puis sa ré-élection (en 2018), le pays s'enfoncé toujours plus, s'il était encore possible, dans la pénurie et le chaos, vers un épilogue sans cesse annoncé, bien qu'à chaque fois repoussé. A certains égards, ces dernières années feraient presque regretter le défunt Chávez aux mêmes observateurs qui lui adressaient en son temps les plus vertes critiques. Quoi qu'il en soit, Chávez, âme de la révolution bolivarienne, reste omniprésent, invoqué ou honni, un gage ou une icône, tantôt païenne, tantôt christique, à l'aune de laquelle on juge encore aujourd'hui le chemin qu'emprunte le Venezuela chaviste et les obstacles qu'il affronte.

Mais la voie qu'a tracée Chávez n'est pas spontanément apparue, comme tombée du ciel. Le rétroviseur renvoie moins la trajectoire d'un homme que l'image d'un pays rentier où s'est une nouvelle fois posée la question sociale de façon dramatique à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. Le chavisme est une expérience de pouvoir qui mûrit sur un bilan démocratique (social et politique) fort inégal et dont le cap s'est construit en chemin, s'est ajusté aux circonstances, aux opportunités et aux épreuves rencontrées : l'économie du pays dépend éminemment du pétrole depuis les années 1920, Chávez arrive au pouvoir au terme d'une élection inédite dans la démocratie vénézuélienne, et ce métisse de chef d'Etat est alors le premier en Amérique latine à ressembler au peuple aux destinées duquel il préside, depuis la présidence mexicaine de Benito Juarez, dans les années 1860.

Ce court texte est un point de vue fondé sur la littérature spécialisée ou plus généraliste concernant le Venezuela, ainsi que sur les statistiques croisées d'organismes nationaux, internationaux, et des Nations-Unies. Il a pour objectif de revenir sur les conditions historiques (économiques, politiques et sociales) qui accompagnent et inscrivent dans

une outrageuse banalité latino-américaine la trajectoire des deux « exceptionnelles » décennies de chavisme au Venezuela. Un tel coup d'œil dans le rétroviseur du pays n'est pas inutile pour négocier le virage conservateur et sécuritaire que connaît aujourd'hui le continent.

### ***Un profil économique clair comme de l'huile de roche***

Lorsque Chávez arrive au pouvoir, le prix du pétrole est au plus bas, celui du baril autour de 10\$. La dépendance au pétrole du Venezuela de Chávez est bien connue. Différentes raisons (et nous reviendrons sur certaines) ont permis au prix du baril de tutoyer les 140\$ au fil des deux décennies suivantes, alimentant les largesses d'un pouvoir dépensier. 97% de la valeur des exportations est assurée aujourd'hui par la vente du pétrole. En 2000, c'était 83%... mais en 1980, 90% et en 1950, 94%. Sans faire l'analyse du court du baril sous Chávez, il convient de revenir sur la place structurante du pétrole dans l'économie (et plus largement la trajectoire) de ce pays producteur et largement exportateur depuis le milieu des années 1920.

C'est en effet sous la dictature de Gómez que le pétrole supplante durablement et de façon vertigineuse les anciens produits d'exportation que sont le cacao, ou le café. Les grandes *majors* du secteur s'entendent pour tirer profit d'un territoire qui s'avère aujourd'hui abriter les premières réserves de pétrole au monde, devant l'Arabie Saoudite.

A la faveur d'une ouverture démocratique dans la vie politique du pays (avant un retour de l'autoritarisme militaire), le principe du 50-50 est adopté en 1948. Les bénéfices seront désormais partagés entre les *majors* du pétrole qui opèrent au Venezuela, et le domaine public. La trajectoire économique du pays est sidérale en Amérique latine. On y trouve les plus forts revenus par habitant du sous-continent durant plus d'un quart de siècle. C'est l'époque du « *tá barato, dame dos* » (c'est pas cher, donne m'en deux) pour toutes sortes de produits (indépendamment de leur prix ou presque) ; ou encore des publicités de joaillers prestigieux à l'image de Cartier qui, à la une du tout premier Monde Diplomatique paru en 1954, fait figurer Caracas aux côtés de Londres, New-York, Cannes, ou encore Monte-Carlo.

Les conflits militaires au Moyen-Orient dans les années 1970 précipitent une explosion des prix du baril qui va largement profiter aux producteurs, et aux états exportateurs. C'est le cas pour le Venezuela où pendant 5 ans, au cœur de la décennie 1970, plus de devises vont rentrer dans le pays que le montant cumulé des devises perçues depuis le milieu des années 1920. Là aussi, pris d'une fièvre politique de développement et d'intervention, le gouvernement d'alors décrète (après consultation du parlement, certes) la nationalisation du secteur pétrolier à travers la constitution d'une entreprise publique de pétrole. C'est en 1976 que PDVsa est créée, par un certain Carlos Andrés Pérez (CAP), membre du parti social-démocrate Acción Democrática (AD).

Mais l'éternité n'étant pas de ce monde (ni de celui des ressources naturelles finies), le contre-choc pétrolier renvoie les prix du baril à des niveaux certes supérieurs à ceux de la fin des années 1960, mais bien inférieurs à leur maximum récent. Or, avant la chute des prix, une grande partie des dépenses, des initiatives de développement et de la capacité d'intervention de l'Etat, réalisées mais surtout à venir, ont été provisionnées sur la base des rentrées de devises attendues.

On trouve dans cet effet de ciseau les principaux ingrédients de la crise de la dette qui a secoué la région à partir des années 1980 (correspondant notamment à « l'effet

Tequila » au Mexique). La « décennie perdue » d'un point de vue économique pour l'Amérique latine sévit également au Venezuela. La convertibilité entre le Bolivar et le dollar américain est suspendue en 1983. Les conditions financières menacent l'équilibre de fonds de pension de fonctionnaires, rendent toujours plus difficile le remboursement d'une dette qui croit en dollars, et poussent finalement à l'adoption de dispositifs bien connus dans la région : les programmes d'ajustement structurels (PAS). C'est à l'initiative du président d'alors, CAP, réélu récemment, que l'adoption d'un tel paquet de réformes va plonger le pays dans le chaos social (développé dans le troisième point).

La tendance est néanmoins claire : PDVsa, le levier opérationnel de l'Etat Magique Vénézuélien s'éloigne irrémédiablement du domaine public. Au début des années 1980, 70% des recettes de l'entreprise sont reversées aux caisses publiques. A la fin des années 1990, ce ne sont plus que 38% des recettes. Par le biais de politiques « d'ouverture » et « d'internationalisation » (la multiplication de filiales et de *spin off* à même de soustraire une partie de l'activité au périmètre légal de captation par le domaine public vénézuélien), PDVsa est en route vers la privatisation, conformément à la philosophie du PAS.

C'est donc fort de cet héritage, et dans ce contexte, que Chávez s'installe à la présidence de la République. Malgré un creux historique au moment de sa prise de fonction, les tarifs du baril se redressent solidement et durablement. L'invasion de l'Irak en 2003 n'y est certainement pas étrangère, mais la réactivation de l'OPEP en 2001 est aussi à inscrire au crédit du redressement des prix. Le cartel de pays producteurs de pétrole a été co-fondé par le Venezuela en 1960 (avec l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, et le Koweït). Mais c'est bien le volontarisme de Chávez qui réanime le cartel et participe au relèvement tarifaire.

Cela étant, le poids du pétrole n'est pas qu'une affaire de tarif au Venezuela. L'importance stratégique de la ressource a fait de PDVsa un Etat dans l'Etat. Le secteur économique est structuré de telle façon que directement et indirectement, ce sont 70 à 80 000 travailleurs qui assurent la production et l'exportation, mais aussi l'essentiel de la valeur des exportations de tout le pays. Ceci explique tout l'enjeu autour de l'entreprise publique (et sa reprise en main par Chávez) lors des grandes manifestations de 2001-2002 puis du coup d'Etat d'avril 2002. Le ministère de l'énergie ne s'est imposé qu'après le bras de fer remporté par le gouvernement, et qui s'est traduit par le limogeage de 18 000 travailleurs de PDVsa (sur environ 42 000), dont 80% de cadres, suite au coup d'Etat.

Ainsi, l'économie pétrolière du Venezuela est largement politique (mais quelle économie ne l'est pas ?). Le contrôle de ce secteur stratégique reste un passage obligé pour qui a pour ambition de peser sur les destinées du pays. Et il en va de Chávez comme de ses prédécesseurs dans ce pays qui présente depuis un siècle toutes les caractéristiques du syndrome hollandais.

Il convient donc de considérer avec prudence de nombreux traits économiques bien moins caractéristiques du Venezuela de Chávez que d'un pays pétrolier. C'est notamment le cas lorsqu'on souligne l'extrême spécialisation de l'économie et le déclin de la production manufacturière. La part du PIB non pétrolier s'élève en 2012 à 18% de la production totale de richesses. Mais elle ne dépasse pas 14% en 1970, et plafonne à 6,3% en 1950. Même durant les années 1990, décennie libérale « d'ouverture économique », cette part diminue de 25% à 23%, ce qui est tout à fait comparable aux

22,5% du PIB non pétrolier en 2005, voire aux plus de 20% en 2008, juste avant les effets de la crise financière globale. C'est encore le cas lorsque sont fustigées les attaques à la propriété privée et le régime chaviste confiscatoire. A l'arrivée de Chávez au pouvoir, la production privée de richesse dans le PIB du pays s'élève à 65%. En 2013, elle n'est plus que de 58,5%. Mais en 2007, elle dépasse 70%. Certes, le Venezuela de Chávez a connu des vagues de nationalisation, notamment en 2008 (CANTV, électricité de Caracas, SIDOR), mais les paiements se font rubis sur l'ongle, ce qui a valu à Santander le rachat de sa filiale bancaire à près d'un milliard de dollars. En outre, si l'Etat prononce la nationalisation du pétrole en 1976 après consultation du parlement, c'est bien par décret, en 1975, que le même CAP nationalise la production de fer et d'aluminium.

En définitive, la multiplication des chiffres, des taux, et des parts est fort délicate. Il se trouve toujours (sinon souvent) une donnée contradictoire, prise sur la base d'un montant exceptionnellement différent de la moyenne (un PIB après la crise, des taux de croissance après des mois de *lock-out*, etc.). Mais c'est bien le secteur pétrolier qui est structurant de la santé économique du pays, et ce depuis un siècle. De la dépendance à ce secteur découle une série de caractéristiques qui n'ont rien de propres au Venezuela de Chávez. Un tel constat force aussi l'évidence : il n'y a pas eu de réformes structurelles majeures d'un point de vue économique dans le pays, ni au regard de l'appareil de production, ni dans le rapport à la propriété privée. Dans le domaine politique, en revanche, le contraste est plus remarquable.

### ***L'exceptionnelle démocratie au Venezuela, ou la politique à géométrie variable***

Lorsque Chávez arrive au pouvoir, l'incurie du monde politique est telle que la 4<sup>ème</sup> République connaît ses dernières heures. Dans la foulée de son élection en 1998, des élections pour une Assemblée Nationale Constituante sont convoquées en 1999, et la Constitution de la 5<sup>ème</sup> République, la République Bolivarienne du Venezuela, est ratifiée en décembre de la même année. Les vellétés de changement, plébiscitées dans un premier temps par une grande majorité des vénézuéliens se heurtent à l'une des premières mesures les plus controversées : l'adoption en 2001 de 41 décrets lois affectant le secteur du pétrole ou encore le latifundio. Pourtant, c'est porteur d'une « troisième voix » très « blairiste » dans un premier temps que Chávez remporte la légitimité des suffrages. Et il semble que les oppositions, qui se radicalisent rapidement (manifestations de 2001-2002, coup d'Etat d'avril 2002, *lock-out* de 2002-2003), précipitent une radicalisation politique du chavisme, qui se tourne alors résolument vers les secteurs populaires. C'est après ces épisodes que le pouvoir populaire se déploie très largement, avec les modalités d'intervention directe de l'Etat sous la forme des missions, ou encore d'*operativos*. Ainsi, la rupture politique n'est pas donnée, mais se construit au fil des premières années du Venezuela de Chávez qui cherche à se distinguer toujours plus de l'ancien monde politique, et notamment de la 4<sup>ème</sup> République, arguant d'une imposture démocratique.

Le Venezuela a la réputation d'une démocratie régionale qui accueille réfugiés, intellectuels et dissidents des dictatures militaires de nombre de pays de la région dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Et de fait la dernière dictature militaire du Venezuela prend fin en 1958, avec le départ de Marcos Pérez Jiménez. Au sortir de la dictature, les dirigeants un temps exilés des principaux partis antérieurs à la dictature s'entendent pour assurer une transition et l'installation durable de la démocratie. Sociaux-

démocrates (parti AD) et démocrates-chrétiens (parti COPEI), flanqués dans un premier temps seulement des tenants de l'URD, signent le pacte de Punto Fijo, dans la banlieue de Caracas. Les principes du pacte sont simples. Fondée sur l'anti-communisme, l'entente vise à éviter les déchirements partisans d'une démocratie jeune et encore précaire en répartissant les institutions de pouvoir et rôles d'influence entre les signataires. Le Parti Communiste est ostracisé, ce qui entraîne la scission du parti AD. Certains jeunes, les plus à gauche du parti, constituent le MIR (mouvement de gauche révolutionnaire) en 1960 qui anime un temps une guérilla plutôt urbaine. L'URD enfin renonce au pacte en 1962 du fait du soutien apporté par le Venezuela à l'embargo infligé à Cuba, laissant la démocratie vénézuélienne de la 4<sup>ème</sup> République dans le cadre d'un bipartisme qui tiendra 40 ans, jusqu'à la nouvelle Constitution de 1999.

Il existe au Venezuela un récit autour de ces 40 années d'une « exceptionnelle démocratie ». La nostalgie d'un pays prospère, la singularité d'un régime qui échappe à l'autoritarisme militaire, le privilège de vivre dans un pays où chacun se sent fondé à profiter de sa part de rente pétrolière (quoique fort inégalement). Pourtant le récit ne résiste pas à l'épreuve des faits, notamment durant les premières années de la 4<sup>ème</sup> République.

En 1958 (en pleine révolution cubaine), Richard Nixon, alors vice-président des Etats-Unis d'Amérique, visite Caracas... et c'est l'émeute. En 1959, c'est Fidel Castro, auréolé par le succès de la Révolution, qui visite Caracas. Malgré le pacte de Punto Fijo, le sort politique de la 4<sup>ème</sup> République n'est pas encore scellé sur le continent des rébellions et en pleine guerre froide. Mais les secteurs les plus à gauche du monde social et de l'échiquier politique ne s'imposeront finalement pas. Ils seront matés après quelques soubresauts (comme le MIR, qui très vite cesse ses activités). Les étudiants de Caracas, et notamment de l'Université Centrale connaissent également des épreuves sanglantes. Dans les années 1960-1961, au tout début du gouvernement de Rómulo Betancourt, l'un des pères de la 4<sup>ème</sup> République, le campus est envahi par l'armée. Les étudiants (et autres manifestants) paient un tribut de plusieurs dizaines de morts. La déstabilisation politique est neutralisée, la démocratie pactée et bipartiste a de belles années devant elle. Les agissements de l'intelligence politique (la DISIP) et l'existence de quelques « théâtres d'opération » (des zones d'affrontement dans l'intérieur du Venezuela ou des lieux où se règlent des différends politiques de façon extra-légale) n'écorneront que très peu l'image de « l'exceptionnelle démocratie ».

Mais le régime peine à se renouveler. Alors que la crise de la dette sévit dans les années 1980, on retrouve des personnages politiques déjà anciens. C'est le cas de CAP à la fin des années 1980, déjà élu président de la République au début des années 1970. Il sera destitué pour malversation en 1993. C'est aussi le cas du démocrate-chrétien Rafaël Caldera (une autre des figures tutélaires de la 4<sup>ème</sup> République), appelé à la rescousse d'un gouvernement d'unité nationale au milieu des années 1990, alors qu'il avait été président de la République à la fin des années 1960.

Les dérèglements de la vie politique se conjuguent avec la santé économique du pays. A la décennie perdue, celle de la crise de la dette, succède une décennie « d'ombres et de lumières », la dernière du 20<sup>ème</sup> siècle, mais aussi la dernière de la 4<sup>ème</sup> République. A la fin du 2<sup>nd</sup> mandat de CAP, deux tentatives de coup d'Etat interviennent, alors que les vénézuéliens sont durement frappés par la crise (et plus encore les plus modestes). C'est là que se noue la légende politique de Chávez, en février 1992. La tentative de coup d'Etat du 4F 1992 ayant échoué, le lieutenant-colonel est interpellé. Dans sa brève

adresse télévisée au pays, Chávez assume la responsabilité de l'opération et concède que les objectifs ne sont pas atteints « pour l'instant ». Ce « *por ahora* » fera long feu dans l'histoire politique du pays. C'est Rafael Caldera, ré-élu en 1994, qui libère Chávez, et 22 autres séditionnaires. Des élections présidentielles se tiendront en 1998, dans un pays éprouvé par la crise économique, les mesures du PAS, les scandales du secteur bancaire, et l'incurie de la classe politique.

C'est sur la scène politique surréaliste de cette fin de siècle au Venezuela qu'Hugo Chávez remporte l'élection présidentielle en 1998 face, notamment, à la candidate Irene Sáez, maire d'un petit municipe de la capitale parmi les plus riches du pays (Chacao), et Miss Univers 1981. Les conséquences de cette élection se dessinent progressivement. La majorité, alors, est toute à la réjouissance et l'enthousiasme d'une fin de cycle. Très vite, néanmoins, bien des repères de l'ancien monde vont évoluer. Parmi ceux-là, on constate l'irruption de la figure du pauvre sur l'avant-scène politique et sociale du pays.

### ***Les pauvres : acteurs politiques tard venus sur la scène vénézuélienne***

Lorsque Chávez arrive au pouvoir, on compte près de 50% de pauvres au Venezuela, dans ce pays de « l'exceptionnelle démocratie », qui a connu l'opulence pendant plus d'un quart de siècle. On dit qu'aujourd'hui, après la crise financière de 2008, les choix de gestion des gouvernements Maduro (mais aussi de ceux de l'ère Chávez), la conflictualité politique extrême qui enrayer la machine économique, et le symptôme dramatique d'une hyperinflation qui pourrait atteindre 1 000 000% en 2018, le taux de pauvreté tutoie les 90% de la population. Difficile de s'imaginer ce que représente une telle hyperinflation, ni ce que 90% de pauvres signifie. Laissons aux commentateurs du plus contemporain le soin d'y donner du sens. Voyons de quelle façon le Venezuela de Chávez est parvenu à faire exister le pauvre au cœur de la vie du pays, et quelle est la portée de ce changement.

Là encore, le lustre de l'opulence et du prestige démocratique résiste mal à l'examen. Celui de l'opulence, en particulier, fait trop vite l'impasse sur de larges secteurs populaires qui ne sont associés que très indirectement aux bénéfices de la rente pétrolière. Au cœur des années 1970, en plein choc pétrolier et au sommet de la fièvre de pétrodollars, Caracas attire plus encore d'habitants qui viennent s'agglomérer dans des banlieues qui s'étendent et se densifient. Au sommet de la richesse, au temps de la *Venezuela Saudita*, Caracas abrite près de la moitié de sa population dans des *barrios de ranchos*, ces quartiers d'habitat spontané montés à la hâte et de façon cumulative sur les hauteurs de la capitale. On est loin de l'image « *miamasca* », d'une ville moderne et riche. Du moins, les succès du pétrole connaissent des retombées sélectives, qui reprennent les périmètres d'une ségrégation historique dans cette société inégalitaire. Qu'il s'agisse de couleur de peau, d'affiliation partisane, de ressources économiques ou de lignage familial, le soleil des tropiques ne brille pas de la même manière pour tous. La distinction justifie même d'employer des noms différents pour qualifier le même relief collinaire à Caracas. Selon que vous serez riche ou pauvre, vous occuperez une *colina*, comme les *Colinas de Bello Monte*, ou un *cerro*, comme le *Barrio de San Agustín*. Ces deux collines, morphologiquement semblables, se font face de part et d'autre de l'Université Centrale. Il n'y a pourtant pas lieu de confondre le *cerro* et la *colina*.

Les épisodes de crise économique ont également fortement éprouvé les secteurs populaires. Durant la crise de la dette, le paquet de réformes du PAS entraîne la hausse

du prix de l'essence, et donc des transports comme de certains produits alimentaires de base. Les travailleurs pauvres de la capitale voient le prix de leurs mobilités augmenter du lieu de résidence au lieu de travail. C'est dans l'Est du grand Caracas qu'éclatent les premières protestations des couches populaires. Relégués parfois à de grandes distances, les pauvres n'acceptent pas de payer plus pour occuper souvent des emplois de service peu qualifiés, et peu rémunérés en ces temps de crise. La contestation se diffuse comme une traînée de poudre. Les banlieues populaires et les *cerros* de la capitale se mobilisent dans un rejet massif de mesures économiques pour eux délétères. Février 1989, c'est le moment où les collines pauvres affluèrent sur la ville (*cuando bajaron los cerros*), pour protester, piller, mais aussi passer de l'ombre à la lumière. Quand la ville de l'envers fait irruption dans la ville de l'endroit, la panique saisit le pouvoir (celui de CAP) qui mobilise l'armée et intime de mater la rébellion. Les sources divergent, bien entendu, mais l'épisode connu comme le *Caracazo* fait plusieurs centaines de morts (entre 1 500 et 3 000). L'événement compte parmi les premières émeutes de la faim qui consacrent le retour tragique de la question sociale dans les années 1990 et la rébellion active des plus pauvres dans une Amérique latine foncièrement inégalitaire et laminée par la dette.

La suite est une succession d'indicateurs connus : croissance de la pauvreté, de l'insécurité urbaine (en juillet 1995, dans le Monde Diplomatique, « mourir pour une paire de chaussures est devenu tragiquement banal », et tous les lundis, un grand quotidien national alimente la chronique : « Ne soyez pas la prochaine victime »), de l'informalité dans le travail (les *buhoneros* envahissent les rues de Caracas).

Malgré cela, au milieu des années 1990, les *barríos de ranchos* n'apparaissent toujours pas sur les cartes du service de planification urbaine à Caracas. La fièvre et la panique du *Caracazo* n'y auraient rien fait, les pauvres restent invisibles. Et c'est sans doute dans le renversement symbolique (mais aussi pour partie matériel) de ce rapport entre le pauvre et la société vénézuélienne que le Venezuela de Chávez s'illustre le plus.

Au début des années 2000, la mission bolivarienne « identité » a pour vocation de fournir (renouveler ou délivrer) des documents d'identité aux vénézuéliens qui en sont dépourvus. Nonobstant les controverses (comme la portée électoraliste de fournir des cartes d'identité aux plus pauvres, réservoir supposé d'électeurs ; ou la couverture offerte à des sympathisants du Hezbollah), la *Misión Identidad* révèle que plusieurs centaines de milliers de personnes, et pour l'essentiel d'extraction populaire, ne disposaient pas de papiers d'identité au Venezuela. Non contents de ne pas figurer sur la carte, bien des pauvres ne comptaient pas non plus parmi la communauté des citoyens.

A cette reconquête de la dignité et de la légitimité politique des plus pauvres, il faut aussi mettre au crédit du Venezuela de Chávez l'amélioration des conditions de vie pour le plus grand nombre, du moins un temps et à la faveur d'une séquence de rente opulente. En 2005, le pays est jugé complètement alphabétisé par l'UNESCO. Les missions, sanitaire ou d'éducation, permettent à certains de consulter un médecin (même cubain) pour la première fois de leur vie, ou d'accéder à une formation adaptée, du professionnel au supérieur (même si la massification de l'enseignement supérieur manque de prestige). Enfin, sans entrer dans une bataille de chiffres durant la période où Chávez occupait le pouvoir, les statistiques de la CEPAL concèdent que le Brésil a été le plus efficace sur le continent pour réduire la pauvreté, même si le Venezuela a fait chuter ses taux de façon significative. En revanche, en Amérique latine, c'est bien le Venezuela qui a le plus réduit les inégalités mesurées par l'indice de Gini.

### ***20 ans, le temps des cerises ?***

Mais le temps passe, et le bilan social (mais aussi politique, et économique) du Venezuela de Chávez semble aussi mal résister aux épreuves. Les « avancées » de près de 15 ans de Chávez, et désormais de près de 20 ans de Révolution Bolivarienne, seraient ainsi rayées d'un trait de plume, au moment de solder l'Histoire ? En même temps, on ne peut pas faire le bilan de deux décennies à l'aune seule des temps présents. C'est en cela qu'un amarrage du Venezuela de Chávez à l'Histoire récente du pays et du continent semble opportun. Aux côtés des marques de rupture classiques, et souvent approximatives, on trouve nombre de marque de continuité dans le Venezuela pétrolier (qu'il soit ou non « de Chávez »).

On ne passe pas non plus facilement du passé récent à l'avenir proche, mais force est de constater la trajectoire singulière du Venezuela (dont le régime n'en finit pas de finir) dans une Amérique latine qui vire à droite, ou du moins revient sur les régimes caractéristiques du « virage à gauche » datant du tournant des années 2000 (Équateur, Brésil, Argentine, Honduras, Paraguay). Cela étant, certains n'y voient pas un virage à droite, mais bien plutôt une réaction aux autoritarismes et populismes de gauche. Pas sûr que le Brésil de Temer témoigne d'un libéralisme entraînant, ou que les transitions du Honduras (2009) ou du Paraguay (2012) aient été les plus transparentes.

Quoi qu'il en soit, l'opposition vénézuélienne ne parvient pas (ou si peu) à remporter l'opinion, ni même le pouvoir (quels que soient les moyens employés). Bien loin d'y voir l'adhésion au chavisme, peut-on suggérer que c'est le degré de politisation de la plupart des vénézuéliens (et ce depuis l'adoption de *la bicha*, la Constitution de 1999) qui confère un peu de singularité au pays dans la région aujourd'hui ? Voilà sans doute un élément qu'il reste à interroger plus en profondeur au titre du bilan de deux décennies de Révolution Bolivarienne dans le Venezuela de Chávez.